

Décision du Président n°2024-02-025

Objet : Convention de servitudes ENEDIS – GRACES– Ar Frot– parcelle B n°1768

Le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire, de l'élection du Président, des Vice-président(e)s et conseiller(e)s délégué(e) du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération du 23 mars 2021 portant délégation d'attribution du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la convention de servitude signée le 9 avril 2015 entre ENEDIS et les Consorts MARTIN portant sur la parcelle B n°1768 située Ar Frot à GRACES ;

Vu l'acquisition de la parcelle B 1768 par l'ex GUINGAMP COMMUNAUTÉ auprès des Consorts MARTIN en date du 22 janvier 2007 suivie d'une attestation rectificative du 05 mai 2015 ;

Considérant que le Conseil Communautaire a chargé le Président, par délégation, de décider de la conclusion des conventions de servitudes ;

Considérant les travaux réalisés par la société ENEDIS ayant pour objet l'implantation d'un poste de transformation et ses accessoires sur la parcelle cadastrée B n°1768;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette servitude par un acte notarié publié au service de la publicité foncière aux frais exclusifs d'ENEDIS, dont le projet est annexé aux présentes,

DECIDE

Article 1 : de signer l'acte notarié à intervenir établissant une servitude au profit d'ENEDIS pour l'installation d'un poste de transformation et ses accessoires sur la parcelle B n°1768 située Ar Frot à GRÂCES, sur une surface de 20 m², selon les modalités définies dans le projet d'acte annexé aux présentes.

Article 2 : La présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire et sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de Guingamp-Paimpol Agglomération.

Article 3 : La présente décision sera transmise au Représentant de l'Etat ;

Article 4 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

A Guingamp, le 09/02/2024

Le Président
Vincent LE MEAUX

